



Débat sur les tours : dialogue de sourds au conseil

Conseil municipal. Grand débat sur la « frénésie des constructions », hier soir, à la demande de mille habitants: Les collectifs ont dit leurs inquiétudes. La majorité a défendu sa politique.

Dehors, sur le parvis de l'hôtel de ville, c'est un concert de klaxons, de sifflets. « À Rennes, les promoteurs sont rois », « stop à la tour », scandent les pancartes. À l'intérieur, ils sont une vingtaine. Ils ont été autorisés à entrer dans la salle du conseil municipal. « Nous prenons la parole au nom d'une dizaine de collectifs et associations d'habitants rennais qui ont obtenu mille signatures pour l'ouverture d'un débat public sur l'urbanisme. »

Un débat qui les frustre, toutefois : « Nous n'avons pas le droit à la parole. » Ils peuvent s'exprimer en préambule, mais ne sont pas autorisés à discuter avec les élus ensuite. Les limites de la démocratie représentative, reconnaissent plusieurs élus.

« Cette possibilité d'interpellation, offerte par la Charte de la démocratie locale, est à saluer. Mais ce mécanisme n'est pas suffisant, puisqu'il ne permet pas aux habitants d'intervenir réellement dans les arbitrages, de participer vraiment au processus décisionnaire », note Jean-Paul Tual, de France insoumise.

Amélie Dalhuin, pour le groupe d'opposition de la droite et du centre, regrette elle aussi « la forme de ce débat ». Elle estime que la majorité « n'a pas voulu prendre de risque ».

Ces habitants ne se disent pas « opposés à la stratégie urbaine de Rennes. Nous y sommes même favorables. S'il est nécessaire d'accueillir de nouveaux Rennais, la ville doit se densifier en préservant les terres agricoles et en favorisant la mixité sociale ».

« Marketing sur papier glacé »

Mais, selon eux, « la méthode utilisée » pose problème, avec « une mise à l'écart des habitants » et une concertation qui ne serait que du « marketing sur papier glacé ».

Ils fustigent « l'intensité et le rythme effréné des constructions ». « Cette densification rapide et brutale favorise la concentration de l'activité dans la région de Rennes et provoque une aspiration inégalée de la population bretonne, avec des conséquences démographiques catastrophiques pour les petites et moyennes villes. Ne peut-on pas favoriser un développement de notre région plus équilibré et favoriser sa structure historique en réseau de villes moyennes bien connectées ? »

Ils s'inquiètent aussi d'une ville livrée aux promoteurs. « Est-ce normal qu'ils tiennent pour acquis leurs

désirs ? Sébastien Sémeril (adjoindé à l'urbanisme, N.D.L.R.) nous affirme qu'il ne peut rien contre les projets immobiliers privés dès lors qu'ils respectent le plan local d'urbanisme (PLU). Mais combien de fois le PLU a-t-il été modifié ? »

Ils s'agacent du « désordre de la densification ». « Vous bâtissez une masse des immeubles, mais les infrastructures de quartier sont négligées. Beauregard avec ses 9 000 habitants attend toujours sa salle de sport, *idem* pour la Courmeuzé et Baud-Chardonnet qui n'ont toujours pas d'école. La Ville investit massivement dans des réalisations ostentatoires, le métro, un magnifique Couvent des Jacobins, une gare futuriste... Et on dit aux habitants que les infrastructures de quartier coûtent trop cher et qu'elles doivent être financées par l'ajout d'étages supplémentaires dans les programmes immobiliers. Un riverain qui souhaite un petit agrandissement de sa maison voit son permis refusé car il est en zone inondable... Mais juste à côté, un promoteur peut développer un immeuble de sept étages. »

Yann-Armel HUE